

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6745>

Liban : Attentat au coeur du renseignement

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : vendredi 25 janvier 2008

Spyworld Actu

La communauté internationale condamne l'attentat qui a coûté la vie à Wissam Eid, un haut responsable des services de renseignement de la police libanaise.

L'attentat à la voiture piégée, survenu vendredi, dans un quartier chrétien de l'est de la capitale, Beyrouth, a aussi tué un garde du corps de M. Eid et deux civils. Plus d'une trentaine de personnes ont été blessées.

Le capitaine Eid, réputé proche du chef de file de la majorité antisyrienne, Saad Hariri, « jouait un rôle dans tous les dossiers liés aux attentats terroristes », a souligné le général Achraf Rifi, chef de la police libanaise, s'adressant à la presse sur les lieux de l'explosion. Il avait d'ailleurs succédé au sein de l'unité de renseignement de la police à Samir Chehadeh, blessé lui-même dans un attentat à la bombe en 2006.

L'explosion a creusé un cratère de deux mètres de diamètre dans la chaussée et a déclenché l'incendie d'une dizaine de véhicules. La télévision libanaise a montré des images de morceaux de corps humains éparpillés sur les lieux de l'attentat, où les pompiers tentaient d'éteindre les voitures en flammes dans un rayon de 20 mètres autour du cratère.

Saad Hariri a indirectement accusé la Syrie d'être impliquée dans cette affaire. L'attentat, a-t-il dit, « nous pousse à appeler encore une fois la Syrie à cesser ses ingérences au Liban et nous pousse à faire échec au plan de mainmise syrienne sur l'indépendance de notre pays », rapporte AFP.

« Cela n'affectera pas notre moral et ne nous détournera pas de la voie qui mènera le pays à la sécurité », a pour sa part commenté le ministre de l'Intérieur, Hassan Al-Sabaa, cité par la chaîne de télévision LBC.

Concert de réprobations

Depuis Davos, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a condamné l'attentat avec force. Il a demandé aux Libanais de « continuer à faire preuve de retenue » et a réclamé que « ceux qui sont derrière cet attentat et les précédents soient traduits en justice ».

« On ne doit pas permettre à ce dernier acte de terreur de saper la sécurité, la stabilité et la souveraineté au Liban » a-t-il dit.

À Washington, la porte-parole de la Maison-Blanche, Dana Perino, a fermement condamné cet attentat qui, dit-elle, constitue « une attaque perpétrée par ceux qui visent à miner les institutions libanaises, le processus démocratique et un nouveau report de l'élection présidentielle ».

À Paris, le Quay d'Orsay a dénoncé « ces tentatives meurtrières de déstabilisation à répétition du Liban et [a appelé] la communauté internationale à y mettre fin. » La France en appelle en outre « à toutes les parties, au Liban comme à l'extérieur du pays, à assumer sans délai leurs responsabilités et à tout faire pour que cesse le vide dangereux à la tête de l'État libanais ».

L'agence de presse syrienne SANA a pour sa part cité un responsable du gouvernement anonyme qui a fait état d'une attaque contre « la sécurité et la stabilité du Liban ». Des centaines de Libanais ont néanmoins bloqué la route principale reliant Tripoli à la Syrie pour protester contre l'assassinat.

Selon AFP, le Royaume-Uni, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Ligue arabe ont aussi condamné l'attentat.

Le Liban divisé

L'attentat de vendredi est le plus récent d'une série dont le coup de départ a été donné le 14 février 2005 par l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri. Cette attaque a précipité le départ des troupes syriennes du Liban et a cristallisé la classe politique en camps anti et pro-syriens.

Pratiquement toutes les victimes sont des personnalités liées au camp antisyrrien, des députés pour la plupart. La dernière victime de la série était toutefois le général François El-Hajj, alors pressenti pour succéder au chef d'état-major de l'armée, une institution généralement considérée comme neutre dans le conflit actuel.

La mort du capitaine Eïd survient alors que le pays traverse sa pire crise politique depuis la guerre civile qui a déchiré le pays de 1975 à 1990. L'élection présidentielle destinée à trouver un successeur à Émile Lahoud, qui a quitté son poste le 23 novembre, a été reportée pas moins de 14 fois depuis le mois de septembre. Une nouvelle séance a été convoquée pour le 11 février.

Post-scriptum :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelle...>